



CONNECTION

IVOIRIENNE.NET

info@connectionivoirienne.net - Premier site d'information et d'actualité - Indépendant en Côte d'Ivoire - Lundi 16 Septembre 2024

Diplomatie: Comment le PR Ouattara a restauré la Côte-d'Ivoire dans le monde après la crise politique



Daoukro, un an sans Bédié (le palais inachevé de Pépessou...)



info@connectionivoirienne.net

Politique

Diplomatie: Comment le PR Ouattara a restauré la Côte-d'Ivoire dans le monde après la crise politique



Après une période difficile, la Côte d'Ivoire a engagé, entre 2011, au lendemain de la crise postélectorale, et 2024, un processus de transformation de son secteur diplomatique, marqué par un redressement stratégique. Cette évolution s'inscrit dans un contexte post-crise où le pays, isolé diplomatiquement, a entrepris des réformes profondes pour rétablir sa position et son influence dans le monde.

Une administration diplomatique en difficulté en 2011

En 2011, à l'issue de la crise post-électorale, à l'image de tout le pays, la diplomatie ivoirienne était fragilisée. Le secteur souffrait de plusieurs maux dont une accumulation d'arriérés de paiement dans plusieurs postes diplomatiques, une absence de cadre statutaire pour les diplomates, et un manque criard de résidences et chancelleries appartenant à l'État. Autant de choses qui favorisaient et créaient des conditions de vie et de travail précaires pour les diplomates et leurs collaborateurs. A cela, il fallait ajouter la question des effectifs pléthoriques dans plusieurs ambassades mais aussi la présence, suite à la crise post-électorale, de près de 250 000 réfugiés ivoiriens dans les pays voisins. .

Coopération bilatérale : un réseau diplomatique fragilisé

Au-delà de la gouvernance et de l'administration, la diplomatie ivoirienne hérite, en 2011, d'un réseau fragilisé. En cause, la tenue irrégulière des grandes commissions mixtes de coopération et la faible représentativité de la Côte d'Ivoire dans le monde, des éléments

marquant la régression de ce secteur. La coopération bilatérale était dès lors en difficulté. La diplomatie ivoirienne était isolée et cela se manifestait par la rareté d'échanges et de visites de personnalités étrangères en Côte d'Ivoire. A cela s'ajoutait la suspension des appuis techniques et financiers de nombreux partenaires, accentuant la marginalisation du pays. Rappelons la délocalisation de plusieurs ambassades étrangères et d'organismes internationaux tels que la Banque africaine de Développement (BAD) et l'Organisation internationale du Travail (OIT). Des sanctions individuelles imposées par l'ONU contre des personnalités de premier plan et un embargo sévère sur les diamants et les armes avaient encore affaibli le pays. L'isolement de la Côte d'Ivoire se traduisait également par sa non implication dans la gestion des crises sous-régionales et régionales, par sa faible représentation dans les organisations internationales.

Vers une nouvelle diplomatie ivoirienne

Un tableau sombre face auquel les autorités ivoiriennes ont décidé de réagir par la mise en œuvre d'une action de redressement. Pour y arriver, l'Etat a engagé des réformes touchant à l'administration mais aussi aux conditions de travail et de vie des acteurs du monde diplomatique ivoirien. La stabilité et la paix, retrouvées dans le pays, ont facilité un retour progressif de la Côte d'Ivoire dans les cercles décisionnels internationaux, lui permettant de retrouver sa place sur la scène mondiale.

René Tiecoura
Lebanco.net

Laissez Émerse Faé tranquille !



Le parrain d'un footballeur de #Ci225 qui s'attaque au sélectionneur national pour n'avoir pas fait de sa poule aux œufs d'Or, un titulaire indiscutable chez les Enfants. Pour la première fois que le débat est public, comprenez que vous connaissez désormais quelques raisons des échecs passés des Éléphants en compétition internationale. « Pas de parrain, pas de place en équipe nationale ». C'est en décembre 2014 que j'ai découvert que les Éléphants de #Ci225 auraient pu remporter de nombreux trophées, si n'avait pas existé le système du parrainage. Les parrains doivent se rendre l'évidence que les choses ont bien progressé et changé Émerse Faé n'a pas à subir la pression des parrains. Parce qu'il a l'avantage, avant d'être le coach des Éléphants, d'avoir connu les réalités des joueurs parrainés en équipe nationale. Il a été joueur.

Alain LOBOGNON



Politique

Retour au PDCl: Dominique Zégoua démissionne du Groupe parlementaire RHDP



Annoncé au PDCl-RDA dans la journée du mardi 10 septembre 2024, puis la contradiction du RHDP qui a mis la confusion dans la soirée du même mardi, Zégoua Adia Saint Dominique Israël, député de Diégonéfla-Tonla, dans le département de Oumé, a clos le débat cacophonique, ce mercredi 11 septembre 2024, par un courrier adressé à Adama Bictogo, Président de l'Assemblée nationale, dont l'objet est intitulé comme suit : «**Changement de Groupe Parlementaire**». Hier mardi 10 septembre, Dominique Zégoua avait confié à la presse ceci : «J'ai tout simplement décidé de rejoindre le parti de mon père Zégoua Kakou Mathias qui était secrétaire de section. J'ai donc décidé de rejoindre le PdcI-Rda sans pression ni contrainte ». Aujourd'hui mercredi

11 septembre 2024, il a joint l'acte à la parole en démissionnant du groupe parlementaire RHDP pour le groupe parlementaire PDCl-RDA. En effet, voici le contenu de sa lettre à Bictogo : «**Monsieur le Président, Conformément aux pertinentes dispositions de l'article 13 de la Résolution N°005A du 27 juillet 2018 portant règlement de l'Assemblée nationale telle que modifiée par la Résolution N°007B du 27 décembre 2023, je viens par la présente vous informer de ma démission du Groupe Parlementaire RHDP et, par la même occasion, de mon adhésion au Groupe Parlementaire PDCl-RDA. Cette adhésion prend effet à compter du 11 septembre 2024.**»

Amélioration des conditions d'étude: Le gouvernement multiplie les cantines scolaires



En plus de construire des écoles de proximité et de les équiper pour faciliter l'accès à l'éducation à tous, le gouvernement accorde une importance croissante aux cantines scolaires

Nous sommes à l'EPP Bégafla 3, école primaire du district du Sassandra-Marahoué. À la cantine de l'école, les élèves bénéficient d'un repas copieux à 25 FCFA. Chance Mouan, élève en classe de CE1 et première de sa classe, mange à la cantine de l'école depuis qu'elle est en classe de CP1. « C'est plus facile pour moi de manger à la cantine de l'école et j'aime les plats qui y sont servis », dit-elle. On trouve également une cantine à l'école primaire d'Abou Sékakoi, localité située à 3 km d'Adzopé, dans la région de la Mé. Dans cette école, plus de la moitié des 231 écoliers provient des villages environnants. La cantine de l'école leur facilite la vie. « Mon campement est situé à des kilomètres de l'école. Grâce à cette cantine, avec 25 FCFA par jour, j'ai droit à un bon repas », explique Charlene Koussoh, élève en classe de CE2. « Depuis que je me suis inscrit à la cantine, je ne suis plus en retard pour les cours de l'après-midi », confie Mardochée Yao, élève en classe de CM1. L'objectif, selon le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, est de passer d'un taux de couverture en cantines scolaires de 36%, à un taux de couverture de 100% dans les écoles primaires publiques d'ici à 2030.

En plus de construire des écoles de proximité et de les équiper pour faciliter l'accès à l'éducation à tous, le gouvernement accorde une importance croissante aux cantines scolaires. Nous sommes à l'EPP Bégafla 3, école primaire du district du Sassandra-Marahoué. À la cantine de l'école, les élèves bénéficient d'un repas copieux à 25 FCFA. Chance Mouan, élève en classe de CE1 et première de sa classe, mange à la cantine de l'école depuis qu'elle est en classe de CP1. « C'est plus facile pour moi de manger à la cantine de l'école et j'aime les plats qui y sont servis », dit-elle. On trouve également une cantine à l'école primaire d'Abou Sékakoi, localité située à 3 km d'Adzopé, dans la région de la Mé. Dans cette école, plus de la moitié des 231 écoliers provient des villages environnants. La cantine de l'école leur facilite la vie. « Mon campement est situé à des kilomètres de l'école. Grâce à cette cantine, avec 25 FCFA par jour, j'ai droit à un bon repas », explique Charlene Koussoh, élève en classe de CE2. « Depuis que je me suis inscrit à la cantine, je ne suis plus en retard pour les cours de l'après-midi », confie Mardochée Yao, élève en classe de CM1. L'objectif, selon le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, est de passer d'un taux de couverture en cantines scolaires de 36%, à un taux de couverture de 100% dans les écoles primaires publiques d'ici à 2030.

CICG

Votre PUBLICITÉ
ICI ?
Contactez nous





Chaire bioéthique de l'université de Bouaké:

Concours de traduction en langues africaines de la Recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'IA



Concours de traduction en langues africaines de la Recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'IA La Chaire UNESCO de Bioéthique a procédé au lancement de la Phase 2 du Projet « Semer les graines d'éthique dans l'esprit des populations ». Cette phase, qui se déroulera sous la forme d'un Concours de traduction en langues africaines du substrat de la Recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'IA, s'inscrit méthodologiquement dans l'esprit et la lettre de cette Recommandation. Lors de la cérémonie de lancement de ce Concours, le Professeur Lazare POAMÉ, Titulaire de la Chaire UNESCO de Bioéthique, a dévoilé les langues retenues pour l'édition 2024. Il s'agit de quatre langues ivoiriennes, le baoulé, le bété, le malinké et le sénoufo. Il a souligné la nécessité de rendre accessibles aux populations locales les concepts clés de l'IA et son champ axiologique. «L'objectif principal de ce Concours est de vulgariser les valeurs et principes de la Recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'IA et d'en favoriser l'appropriation mentale, culturelle et linguistique par les populations », a-t-il déclaré. Toute personne parlant l'une des langues du Concours et ayant au moins le Baccalauréat peut y participer et sans contribution financière. Les inscriptions sont ouvertes sur le site de la Chaire UNESCO de Bioéthique, www.chaireunesco.bioethique.org à partir du 14 septembre 2024. Le Professeur Lazare POAMÉ a rappelé que cette initiative est inspirée de ce qu'il a appelé avec Simondon l'hystérésis culturelle : « c'est le retard de la culture sur le phénomène technique dont l'évolution, extrêmement rapide, prend souvent de court nos us et coutumes. Ce retard est particulièrement grand en Afrique où la plupart des langues locales n'intègrent pas dans leur champ lexical et même cognitif les concepts et outils qui structurent la dynamique du technocosme ».

Cette initiative a reçu le soutien de personnalités comme l'Ambassadeur Ramata Bakayoko-Ly et ses collaborateurs de la Délégation permanente de la Côte d'Ivoire à l'UNESCO – Paris, le Président de l'UAO, le Professeur Koffi Kouakou et le Secrétaire général de la Commission nationale Le Professeur Lazare POAMÉ a profité de l'occasion pour adresser ses remerciements à toutes les autorités administratives et académiques qui ont répondu, dans l'urgence, à l'appel scientifique de la Chaire UNESCO de Bioéthique, en marquant de leur présence cet événement. Il a également remercié la Chaire UNESCO Eau, Femme et Pouvoir de Décisions domiciliée à l'Université Félix Houphouët-Boigny, avec pour Titulaire la Ministre Euphrasie Yao, ainsi que la Chaire UNESCO Anticipation, Prospective et Territoires durables, dont le Titulaire est le Professeur Sylvestre Kouassi de l'Université Alassane Ouattara. Le Professeur Roger Tro Dého, représentant le Président de l'Université Alassane Ouattara (UAO), a exprimé son soutien à cette initiative de la Chaire. Le Professeur Grégoire Traoré, Directeur du Département de Philosophie de l'UAO et Responsable de la Coopération à

la Chaire, a présenté les axes du Concours. Quant au Professeur Kouassi Marcel, Responsable de la Formation à la Chaire, il a détaillé la composition des jurys. Ce Concours, ouvert du 14 septembre au 14 décembre 2024, récompensera les meilleurs traducteurs de chaque langue avec un prix de 500 000 FCFA. Le Dr MC Faloukou Dosso, Responsable Adjoint de la Coopération à la Chaire, a expliqué que l'objectif est de promouvoir une meilleure compréhension de l'IA et d'encourager son utilisation éthique. Pour les prochaines éditions, d'autres langues ivoiriennes telles que l'abron, l'abbey, l'adjoukrou, l'agni, l'attié, le dida, le djimini, le gagou, le godié, le gourou, le guéré, le koulango, le koyaka, le lobi, le néo, le yacouba ont été identifiées.

Au titre des autres langues africaines, des langues telles que le kabyè, l'éwé au Togo, le fon, le yom et le yorouba au Bénin, le moré au Burkina Faso, le wolof au Sénégal, le bambara au Mali, le haoussa et le djerma-sonraï au Niger ont été citées.

En encourageant la participation active des communautés locales, le projet «Semer les graines d'éthique dans l'esprit des populations» invite à «l'appropriation linguistique et culturelle des valeurs et principes distillés par l'UNESCO ».M. Bamba Koulako, représentant le Secrétaire Général de la Commission nationale ivoirienne pour l'UNESCO, après avoir félicité le Titulaire de la Chaire UNESCO de Bioéthique pour son initiative et remercié le Ministre de l'Enseignement supérieur, l'Ambassadeur de la Côte d'Ivoire auprès de l'UNESCO – Paris et le Président de l'Université Alassane Ouattara, a clôturé la cérémonie.

L'ours

Ozirix communication & conseils Chambre de commerce Pays-Bas Nr. 70687021TVA-UE: NL2244.33.106B02Compte bancaire IBAN NL88 TRIO 0391 2295 24 (Triodos Bank, Pays-Bas)
Email:info@connectionivoirienne.net. com**Phones:** Abidjan 40 00 61 54 ou 47 12 15 10 Pays-Bas 0031 651832741 Notre équipeinfo@connectionivoirienne.net
Gbansé Douadé Alexis: Economie et Politique Directeur de la publication, cofondateurs.
Débailly:Politique : 01 40 00 61 54-07 77-48 97 65 - 07 47 12 15 10
Sylvie Kouamé : Économie et politique
Hervé Coulibaly : Intelligences et société
Liman Serge : Sports et culture
Maquetiste Ignace.Gballou : 07 58 16 20 73



Côte d'Ivoire-États-Unis

L'installation d'une base militaire américaine peut-elle profiter à la sous-région ouest-africaine ? (Libre opinion)



Les États-Unis réduisent progressivement leurs opérations militaires au Niger avant la date limite convenue à la mi-septembre avec le gouvernement de transition du pays. Le Niger a récemment annoncé qu'il mettrait fin à sa coopération militaire avec les États-Unis après 11 ans de coopération. Depuis l'annonce de son départ du Niger, qui constitue un revers majeur pour la stratégie sécuritaire mise en œuvre jusqu'à présent, Washington travaille activement au redéploiement de ses services de sécurité en Afrique de l'Ouest, notamment en Côte d'Ivoire. En effet, la menace terroriste dans la région du Sahel est en déclin vers le sud. Pour tenter de contenir et combattre ces groupes armés, la Côte d'Ivoire apparaît au cœur de négociations secrètes avec le côté américain. Le Général Kenneth P. Ekman, lors de son discours à Abidjan, a évoqué la menace « croissante » qui pèse sur des pays comme la Côte d'Ivoire, situés à la périphérie de la région du Sahel. Il a également souligné la volonté des États-Unis d'être aux côtés des forces armées ivoiriennes, réfutant la possibi-

lité d'établir une base autour de la ville d'Odienné, dans le nord-ouest du pays. « Pourquoi construire quelque chose de nouveau si des éléments existent déjà ? », a-t-il ajouté, faisant référence au fait que cette coopération renforcée sera basée sur des infrastructures ivoiriennes qui existent déjà dans le pays. Grâce aux données d'Armed Conflict Location and Event Data – une organisation indépendante à but non lucratif qui collecte des données sur les conflits violents et les manifestations dans tous les pays et territoires du monde, il est possible d'analyser l'impact de la présence militaire étrangère sur la lutte contre le terrorisme au Niger et la pression que la région pourrait subir avec la présence d'une base militaire américaine en Côte d'Ivoire. L'analyse est basée sur le nombre d'attaques perpétrées par des groupes terroristes au Sahel, et en analysant l'échec des Américains au Niger, on peut affirmer avec certitude que leur redéploiement en Côte d'Ivoire sera également une menace pour la sécurité de la sous-région. Les tableaux ci-dessus montrent que

malgré l'opération américaine qui a débuté en 2013, l'activité terroriste et le nombre de morts n'ont cessé d'augmenter depuis 2014. En fait, le nombre d'attaques a augmenté de manière significative depuis 2018, lorsque les États-Unis ont ouvert la 201e base aérienne à Agadez. Malgré plus de 11 ans de présence dans la région, la présence militaire américaine et l'installation de la base de drones n'ont pas affaibli les organisations terroristes au Niger et plus largement au Sahel. Les pays africains qui partagent des frontières avec la Côte d'Ivoire devraient commencer à chercher des solutions pour stabiliser la sécurité de la région, étant donné que l'arrivée de l'armée américaine menace toute la région d'attaques terroristes. Il convient de noter qu'avant le coup d'État du 26 juillet 2023, les États-Unis exploitaient deux bases de drones et disposaient de plus de 1 000 militaires au Niger, mais la présence de ces bases n'a pas éliminé le terrorisme dans la région.

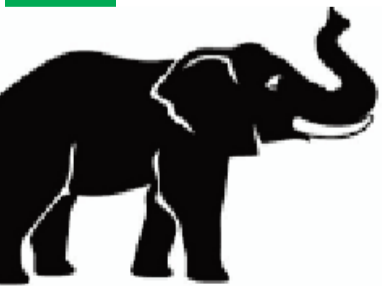
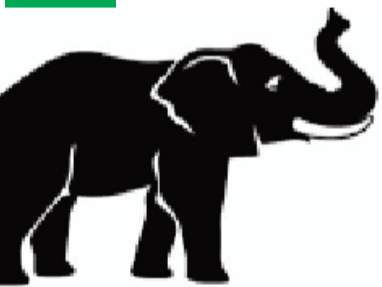
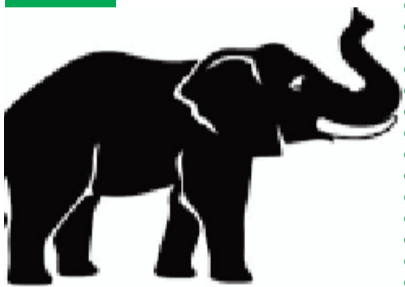
An advertisement for MTN Home. It features a yellow background with a black banner at the top that says "MTN Home". Below this, the text "Surfez comme vous le souhaitez" is written in large, bold, black letters. In the center, there is an image of a white MTN HomeBox router with a red circular sticker that says "50Go offerts". Below the router, another black banner says "MTN HomeBox". Underneath that, a white box contains the text "20% de Bonus sur vos souscriptions". At the bottom, a black banner says "RDV en agence" and a white oval contains the "MTN" logo.





Special

Daoukro, un an sans Bédié (le palais inachevé de Pépressou...)



Le 1er août 2023 en début d'après-midi, à la surprise générale et compte toute attente, la nouvelle du décès de l'ancien chef de l'État ivoirien, SEM Aimé Henri Konan Bédié fait le tour des canaux de communication officiels et officieux. Cette triste nouvelle inonde également les réseaux sociaux. Partout en Côte-d'Ivoire et au-delà de nos frontières, c'est la consternation. Le successeur du père fondateur, Félix Houphouët-Boigny venait de quitter le monde des vivants. L'homme était certes âgé (89 ans au moment du décès) mais ne présentait aucun signe de maladie ou de fatigue lors de ses dernières apparitions publiques. Ces obsèques organisées du 20 mai au 2 juin 2024 dix mois après son décès ont été un succès du point de vue organisationnel. Les Ivoiriens dans leur ensemble et comme un seul homme lui ont rendu un vibrant hommage à la dimension de ses services rendus à la nation.

Daoukro, un an sans Bédié
En ce début de mois d'août 2024, un an après son décès, Connectionivoirienne a voulu s'imprégner du quotidien des populations de Daoukro afin de savoir ce qu'est devenue la vie dans cette ville qui, dans un passé très récent était une destination

très prisée des décideurs de notre pays. Ce carnet de voyage sera pour l'essentiel une compilation de témoignages de plusieurs acteurs clés vivants à Daoukro et dans son village natal à Pépressou.

Une tradition encore respectée
Un temps glacial et une fine pluie depuis ce jeudi matin 1er août 2024 sur tout le littoral ivoirien. Sur le tronçon qui mène d'Abidjan jusqu'à Daoukro, les Dieux de la nature se sont également pliés aux exigences de l'événement du jour: AN 1 du décès de N'zueba.

La pluie était naturellement au rendez-vous
Ce qui frappe dès l'entrée de Daoukro, ce sont les posters géants de l'ex-homme fort de la ville. Ces posters qui inondent encore la ville sont des signes évocateurs qui montrent que la disparition du successeur de Félix Houphouët boigny est encore vive dans l'esprit des populations de Daoukro. Depuis le mercredi 31 juillet 2024 déjà, les populations de Daoukro ont tenu à rendre un vibrant hommage à l'ex-chef de l'état en organisant une procession dans toute la ville, selon les informations qui nous sont parvenues dès notre arrivée dans la ville. Cette parade

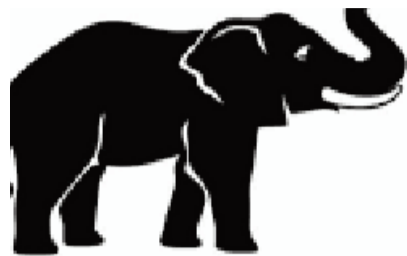
toujours selon nos sources a parcouru chaque artère de la ville pour se terminer au siège local du PDCI-RDA. Ce jeudi, une messe a été organisée à la cathédrale sainte Anne de Pépressou, son village natal.

Chiffres d'affaires en baisse
Daoukro ce vendredi 2 août 2024 très tôt nous prenons la route pour Pépressou, village qui a vu naître l'ex-président du PdcI et ancien président de la République de Côte-d'Ivoire. À la gare où nous empruntons le véhicule, c'est monsieur Touré Ma-

madou, président de la mutuelle générale des chauffeurs de l'Iffou (Mugci) qui nous accueille. "Le décès du président Bédié impacte négativement notre secteur. Nos chiffres d'affaires ont drastiquement chuté. Comme vous le savez, notre région avant le décès du président Bédié était beaucoup fréquentée. Depuis son décès et avec la fin des obsèques tout est au ralenti. Nous le sentons. Je prie pour que l'État n'abandonne pas Daoukro. Nos routes qui relient nos différents villages sont dans un état de dégradation avancé. Le président Bédié avait en projet de re-

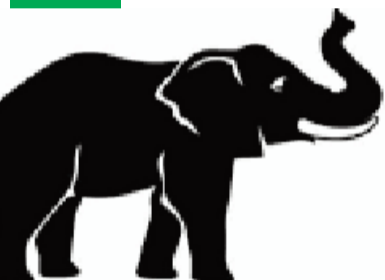


Special



ormais qu'il repose en paix et qu'il soit fier de nous. C'était un homme très ancré dans la tradition mais d'une ouverture exceptionnelle sur les autres confessions. Daoukro perd un de ses plus dignes fils, notre pays perd un homme d'État aux grandes qualités », a dit Traoré Youssouf en larmes.

Idem avec les autres communautés. Le président Bédié était très proche des populations, très ancré dans la tradition. Proche des têtes couronnées. Une chapelle chrétienne à Pèpressou comme don à la communauté catholique, une grande mosquée à la communauté musulmane de Daoukro. Assistance permanente aux autres confessions religieuses. C'est cette image que Bédié a laissé dans la conscience collective dans sa région d'origine et particulièrement à Daoukro et dans son village natal.



nouveler notre parc auto, un projet qui nous tenait vraiment à cœur. Fasse Dieu que son souhait soit entendu", nous a-t-il confié la gorge nouée d'émotions. Pèpressou est situé à 8km de la ville de Daoukro. Pour y arriver, il faut dépasser Dadiékro 1 et Dadiékro 2. Ce qui attire notre attention ici, c'est que ces deux villages n'ont pas goûté aux délices du développement depuis les années de l'indépendance et, ce, malgré qu'ils soient situés à quelques minutes de marche du village de l'ancien chef de l'état. Selon nos sources, seulement 10 maisons par village ont été offertes comme dons par l'ex-chef de l'État. Ces deux villages ont gardé leur architecture postindépendance contrairement à Félix Houphouët Boigny qui avait pris soin de moderniser tous les villages aux alentours de Yamoussoukro.

À notre arrivée à Pèpressou, un calme de cimetière plane sur le village. "Pèpressou a toujours été un village calme et sans animation particulière comme dans les autres villages. Ici, il y a des jours où vous ne trouvez personne dans le village. Les gens sont plus concentrés sur les travaux champêtres", nous dit un jeune la trentaine qui avec d'autres jeunes sont à l'œuvre pour faire sortir une bâtisse de terre. "C'est la statue du président Bédié qui sortira de terre dans quelques semaines. C'est une initiative du président Thiam" nous dit le chef de chantier avec un large sourire. Juste à quelques pas de ce chantier se trouve la célèbre chapelle Sainte-Anne, un don du président Bédié à la communauté catholique de son village. C'est au sous-sol de cette chapelle que repose à jamais le deuxième président de la Côte d'Ivoire. Pèpressou est une "ville au village", propre avec une architecture digne d'un village moderne.

Devanture principale

Grande vue panoramique Le palais inachevé de Pèpressou (mégalo manie ?) On ne peut venir à Pèpressou sans voir le palais inachevé de Bédié. À quelques mètres de La chapelle Sainte-Anne, un décor triste nous est planté. La brousse s'est emparée d'un vaste chantier en construction. Il était une fois un palais en

construction. On remonte aux années 95-99, le président Bédié était l'homme fort de la Côte d'Ivoire. Sur ce vaste espace de plus de 4km était en construction un palais digne d'un Palais Royal. Le coup d'état militaire de 1999 a brisé le rêve des habitants de Pèpressou de voir sur leur terre la réalisation d'un tel palais. Plus personne sur le chantier. Aucune brique n'y a été posée depuis 99. Le décor nous ramène à celui du palais de Gbadolité appartenant à un certain Mobutu Sesé Seko à la différence que celui de Pèpressou était en construction et Bédié n'y a jamais posé ses valises.

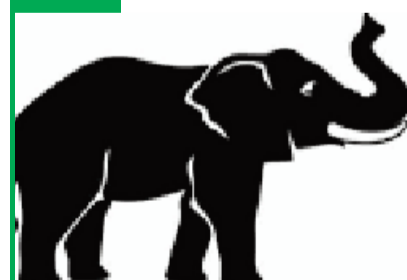
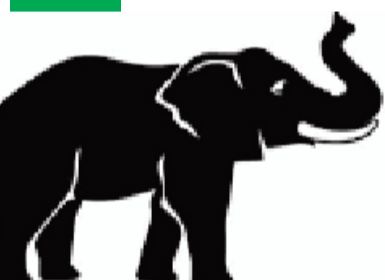
Entrée du tunnel souterrain reliant les deux résidences de Pèpressou et Daoukro abandonné aussi. Une question toute aussi légitime se pose : pourquoi ce palais est-il resté en l'état depuis 1999 ? Était-il construit sur fonds propres ou budgétisé sur les dépenses de l'État ? Était-il l'œuvre d'un donateur ? Il va falloir un jour trouver des réponses à ses questions. Une chose est cependant sûre, le palais de Pèpressou ne verra jamais le jour, il est classé dans le placard de l'histoire. Une symphonie inachevée.

Monument en construction en Hommage Retour à Daoukro – Bédié vu par les communautés

Nous sommes à la grande mosquée de Daoukro. Comme à Pèpressou son village, le président Bédié a offert une mosquée à la communauté musulmane de Daoukro. Nos échanges avec des fidèles de la communauté musulmane ont été l'occasion pour nous de constater que le président Bédié avait un lien fort avec cette communauté. La grande mosquée de la ville a été un don de Bédié à la communauté musulmane de Daoukro. «Le président Bédié était un père et grand-père pour nous. Dans les moments de joie comme dans les difficultés, il était toujours à nos côtés. C'était un homme de paix, un humaniste. Sa disparition laisse à jamais un grand vide pour notre communauté. Ce qui nous reste maintenant à faire, c'est de poursuivre ce qui était essentiel à ses yeux. La paix. Nous devons en faire une religion pour que de là où il se trouve dés-

Proche des jeunes

IPOU Jean est président des jeunes de Baoulékro un quartier très célèbre de Daoukro. Il a pu nous dire ses ressentis sur la disparition du président Bédié et a profité pour lancer un appel aux autorités de sa localité. « Difficile de réaliser que notre papa à nous tous, nous a quittés et cela fait maintenant un an. Il est et restera dans la conscience collective. Nul ne peut contre la volonté de Dieu. Nous devons consolider l'héritage qu'il nous a légué : l'amour et la paix. Cultivons l'amour entre nous. Aux autorités mais surtout aux responsables politiques je leur demande de nous épargner la division. Ils doivent mettre au cœur de toutes leurs actions le développement de notre région. On peut faire la politique sans semer la division, nous sommes une famille à Daoukro. C'est en agissant ainsi que nous allons mieux rendre hommage à l'homme de paix que fût le président Bédié », a-t-il conseillé.



Politique

Cedeao-Guinée-Bissau

Embalo ne briguera pas un autre mandat (Ouattara encore plus dans l'embarras)



La décision du Président de la Guinée-Bissau met son homologue Alassane Ouattara de Côte-d'Ivoire, qui devrait [selon ses proches] annoncer son envie de briquer un 4e mandat, dans un plus grand embarras et dans une situation encore inconfortable. Tour à tour ses homologues du Sénégal, du Ghana et désormais de Guinée Bissau, ont accepté de laisser la place à l'alternance dans leur pays. Alpha Condé de Guinée avait été chassé par un coup-d'état en plein 3e mandat...Ouattara acceptera-t-il de faire place à l'alternance en Côte-d'Ivoire après 3 mandats ? (#AGD) Guinée-Bissau: le président Umaro Sissoco Embalo ne briguera pas de nouveau mandat (RFI)Ce mercredi, le président Umaro Sissoco Embalo a annoncé à l'issue du conseil des ministres qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat alors que la fin de son quinquennat approche. Ce mercredi, le président Umaro Sissoco Embalo a annoncé à l'issue du conseil des ministres

qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat alors que la fin de son quinquennat approche. C'est apparemment au terme d'un conseil de famille en tête-à-tête avec son épouse que l'actuel président de la Guinée-Bissau a décidé de ne pas se représenter à la magistrature suprême. Umaro Sissoco Embalo invoque le fait que, selon lui, et après avis de sa femme Dinisia Reis Embalo, il ne servait à rien de s'engager à nouveau dans un combat politique avec des homologues qui, de son point de vue, ne sont pas d'un niveau suffisant. « Ces derniers jours, je revenais de voyage, a-t-il expliqué au micro de notre correspondant Allen Yero Embalo. Dans l'avion mon épouse m'interpelle : « Monsieur le Président, je crois que tu ne dois pas te présenter à la prochaine présidentielle. ». Surpris, je lui demande pourquoi ? « Parce que tu ne mérites pas qu'on t'insulte autant. ». Après avoir mûrement réfléchi, le lendemain, je lui répons ceci : « Vous avez raison, j'ai entendu vos conseils, je

ne serai pas candidat en 2025 », parce que je ne veux pas me rabaisser au même niveau que ceux qui m'insultent ». « C'est une autre personne mieux que nous qui me remplacera » Le chef de l'État poursuit : « Mais je peux vous garantir que ce ne sera ni Domingos Simoes Pereira, ni Nuno Nabiam ni Braima Camara qui me remplaceront. C'est une autre personne mieux que nous qui me remplacera. C'est ce que mérite la Guinée-Bissau. » Le président Embalo précise qu'il ira jusqu'au bout de son actuel mandat avant la prochaine élection présidentielle de 2025 en soulignant que le futur chef d'État devra faire preuve d'une plus grande honnêteté et d'un plus grand sérieux que la classe politique actuelle. Une pierre dans le jardin de ses principaux opposants, au premier rang desquels le président du Parlement dissous : Domingos Simoes Pereira, dont Embalo nie toute capacité à diriger le pays.

RFI

Les Houthis contrôlent la mer Rouge

deux milliards \$ de perte pour le canal de Suez

Une cargaison de 22 000 tonnes d'engrais repose au fond de la mer Rouge depuis six mois. Les équipes de sauvetage n'osent pas s'approcher du Rubymar le cargo coulé, par peur des Houthis. L'épave rouillée symbolise la crise sur cette route maritime autrefois très fréquentée. «**Nous voyons les Houthis attaquer davantage de navires** » soupçonnés d'avoir un lien avec Israël, a déclaré l'analyste du Yémen Ahmed Nagi du groupe de réflexion International Crisis Group. Selon lui, le déploiement d'avions de combat et de navires de guerre occidentaux n'a eu que peu d'effet. Le groupe combattant a perdu du matériel et des militants, mais peut facilement récupérer ces pertes. «**Je suis sûr que les responsables occidentaux savaient dès le début qu'ils ne dissuaderaient pas les Houthis. Ils ont déjà été bombardés par une coalition saoudienne pendant huit ans sans vraiment les affaiblir. Plus vous les attaquez, plus ils ripostent.**» Depuis le début de cette année, la navigation commerciale dans la région de la mer Rouge est en grande partie au point mort. Les recettes des péages du canal de Suez en Égypte ont chuté de 2 milliards de dollars en raison des attaques. Le détour, plus le coût de l'assurance augmente : cela coûte une fortune. Le groupe militant contrôle une grande partie du Yémen. Cela inclut les ports situés dans la partie la plus étroite de la route maritime, où les pétroliers et les cargos sont particulièrement vulnérables. Des drones d'une valeur de 2 000 dollars sont abattus avec des missiles intercepteurs d'une valeur de 2 millions de dollars, affirment régulièrement les Houthis dans leurs déclarations. «**Aujourd'hui, ils utilisent souvent des bateaux équipés d'armes à feu et de lance-roquettes. Avec 100 000 combattants répartis dans différents endroits, il est presque impossible de se défendre contre eux** », explique l'expert Nagi. Selon lui, un cessez-le-feu à Gaza semble être la seule solution. D'ici là, les Houthis cibleront tous les navires qu'ils soupçonnent d'avoir un lien avec Israël, même si dans de nombreux cas, ce lien n'a pas été prouvé. «**Le soutien à la cause palestinienne est essentiel à l'idéologie Houthi. Lorsqu'Israël a envahi Rafah, les attaques se sont immédiatement intensifiées.** » Mais même si la guerre à Gaza prend fin, les milices houthistes continueront de contrôler cette voie de navigation très fréquentée.



Zouglou: La Première Dame a reçu les membres du Groupe Révolution



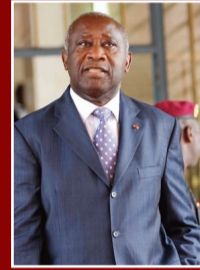
Ce mardi 10 septembre 2024, Madame Dominique Ouattara, Première Dame de Côte d'Ivoire, a reçu en audience les membres du célèbre groupe de Zouglou, Révolution, à son Cabinet de Cocody. La délégation était composée de Prométhée, lead vocal du groupe de son vrai nom Koué Fouelo Xavier Martial, Patrick Zokora et enfin Odjé Nadraud Prince Ismaël, chef du groupe plus connu sous le diminutif de Isso. Ils étaient également accompagnés de M. Joseph Krasso, leur manager général. Cette rencontre a été marquée par des échanges riches sur l'évolution de leur carrière musicale, ainsi que les motivations qui ont conduit le

groupe à sortir leur chanson emblématique « Débout », dédiée au soutien des Éléphants de Côte d'Ivoire lors de la CAN 2023. Durant l'audience, le groupe a partagé avec la Première Dame les raisons qui les ont poussés à créer cette œuvre musicale, devenue un hymne pour galvaniser la nation ivoirienne autour de son équipe nationale. Ils ont également évoqué les défis rencontrés tout au long de leur parcours, ainsi que leur désir de continuer à porter haut les couleurs du Zouglou à l'échelle nationale et internationale. Madame Ouattara a salué leur contribution à la culture ivoirienne et a exprimé sa gratitude pour leur engagement à travers la

chanson « Débout », qui a rassemblé et uni le peuple ivoirien. Elle a aussi mis l'accent sur l'importance de leur soutien aux actions sociales, notamment celles menées par la Fondation Children Of Africa. Le Groupe Révolution a réitéré sa disponibilité à accompagner les initiatives de la Fondation, en particulier celles visant à améliorer les conditions de vie des enfants et des populations démunies. Cette audience témoigne du lien étroit entre culture et solidarité sociale, et souligne l'importance de l'implication des artistes dans les causes humanitaires.

Cabinet de la Première Dame

Rapprochement politique: Gbagbo et Affi enterrent leurs contradictions



À un peu plus d'un an de l'élection présidentielle de 2025, le fossé qui séparait l'ancien président ivoirien, Laurent Gbagbo, de son ancien Premier ministre, Pascal Affi N'guessan, semble s'estomper. Après une décennie de relations tendues, marquée par une rupture officielle en août 2021, un vent de réconciliation souffle entre les deux camps. Le premier signe de ce rapprochement a été l'appel lancé par Laurent Gbagbo le 14 juillet 2024 à Bonoua, en vue de la présidentielle de 2025.

L'enthousiasme d'Affi N'guessan

Cet appel a suscité l'enthousiasme de Pascal Affi N'guessan, président du Front Populaire Ivoirien (FPI), qui s'est exprimé le 10 septembre 2024 sur Life TV. « Nous nous réjouissons que Laurent Gbagbo soit sorti de la logique de confinement politique. La visite de Dano Djédjé, président exécutif du PPA-CI, est le signe que ce parti a adopté une nouvelle posture, visant à apaiser ses relations avec le FPI », a-t-il déclaré. Dès le lendemain de cet appel, des délégations ont été envoyées aux partis de l'opposition, notamment au FPI, pour informer sur les motivations de cet appel à l'union. Et pour Pascal Affi N'guessan, cela a une importance fondamentale dans la suite de ses relations avec son ancien patron et le Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire. « Pour nous c'est fondamental. Cela veut dire que nous n'avons plus à travers le PPA-CI, un adversaire qui va nous attaquer sur notre flan gauche. Nous avons un parti de l'opposition comme le nôtre avec qui nous pouvons entretenir des relations cordiales et pour nous c'est important. Maintenant en ce qui concerne le contenu de l'appel, nous attendons de voir », a-t-il exprimé

Une nouvelle ère de collaboration

Ce début de rapprochement entre ces anciens camarades de parti est d'autant plus significatif que le FPI a récemment rompu son partenariat avec le RHDP d'Alassane Ouattara. Selon Gervais Tchédjé, secrétaire général du parti de Laurent Gbagbo, cette rupture ouvre la voie à une nouvelle ère de collaboration entre les deux formations politiques. « Nous ne pouvons que saluer cela », s'est-il confié à l'Inter. « On attend maintenant que nos camarades d'hier, répondent favorablement à l'appel de Bonoua lancé par le président Laurent Gbagbo (...) Nous avons prévu de leur donner la documentation qu'on a rédigé à cet effet et qu'ils se prononcent. », a-t-il indiqué. Camarade de parti, Laurent Gbagbo avait choisi la voie de la rupture pour mettre fin au bras de fer juridique qui l'opposait à son ancien Premier ministre, Pascal Affi N'guessan, pour le contrôle du Front populaire ivoirien (FPI). L'appel de Bonoua qu'il a lancé en juillet dernier a pour objectif de mobiliser les forces de l'opposition afin de défaire le régime du RHDP lors des élections de 2025.

Source: L'infodrome (l'Inter et Soir Info)

Votre PUBLICITÉ
ICI ?
Contactez nous



Conseil de sécurité: 78 ans plus tard les USA favorable à l'attribution de 2 sièges permanents à l'Afrique ?



Malgré ses 54 pays membres de l'ONU et 1,3 milliard d'habitants, l'Afrique ne dispose que de deux sièges non permanents au Conseil de sécurité. Pourtant, les questions africaines dominent l'ordre du jour de ce principal organe de maintien de la paix et de la sécurité internationale. Les États-Unis soutiennent l'octroi de deux sièges permanents pour l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations Unies et d'un siège tournant pour de petits pays insulaires en développement, afin que cet important organe de la gouvernance internationale reflète l'état actuel et futur du monde, a rapporté Reuters ce jeudi 12 septembre 2024, citant l'ambassadrice américaine auprès de l'ONU, Linda Thomas-Greenfield. La diplomate doit faire cette annonce lors d'une rencontre sur l'avenir du multilatéralisme qui sera organisée par le think tank américain Council on Foreign Relations. Elle a, à cet effet, précisé que ce soutien à une meilleure représentation de l'Afrique et des Etats insulaires en développement « permettrait d'avancer vers une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU ». Elle a également fait remarquer que les efforts déployés par les Etats-Unis dans ce cadre constituent une partie de l'hé-

ritage que laisserait le président américain sortant, Joe Biden. Alors que Washington soutient de longue date l'octroi de statut de membres permanents au Conseil de sécurité à l'Inde, au Japon et à l'Allemagne, Mme Thomas-Greenfield a par ailleurs, indiqué à Reuters que les Etats-Unis ne souhaitent pas qu'un droit de veto soit accordé à un pays au-delà des cinq membres qui en disposent actuellement (Etats-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni). Cette nouvelle démarche intervient alors que Washington s'emploie à renforcer ses liens avec le continent africain et les États insulaires du Pacifique pour contrer l'influence grandissante de la Chine dans ces régions. Plusieurs pays, dont le Royaume-Uni et la Chine, avaient déjà appelé à une meilleure représentation de l'Afrique au sein du Conseil de sécurité. De son côté, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé, le 12 août dernier, à une réforme urgente du Conseil de sécurité, critiquant sa structure obsolète et le manque de représentation de l'Afrique, qui, selon lui, porte atteinte à la crédibilité de l'organe et à sa légitimité mondiale. « Nous ne pouvons pas accepter que cet organe mondial de paix

et de sécurité prééminent n'ait pas de voix permanente pour un continent de plus d'un milliard de personnes [...] ni que les points de vue de l'Afrique soient sous-estimés sur les questions de paix et de sécurité, tant sur le continent que dans le monde », avait déclaré M. Guterres, lors d'un débat intitulé « Remédier à l'injustice historique et renforcer la représentation effective de l'Afrique au Conseil de sécurité ». Le Conseil de sécurité de l'ONU compte 15 membres dont 5 membres permanents et 10 membres élus par l'Assemblée générale pour une période de deux ans. Avec ses 54 pays membres et 1,3 milliard d'habitants, l'Afrique représente 25 % des membres de l'ONU. Le continent ne dispose cependant que de deux sièges non permanents au Conseil de sécurité. Pourtant, les questions africaines dominent l'ordre du jour de l'organe. « 50 % des questions à l'ordre du jour du Conseil de sécurité et 70 % de celles inscrites au titre du chapitre VII de la charte des Nations Unies concernent l'Afrique », avait déjà résumé l'ex-président du Niger, Mahamadou Issoufou, fin 2020.

Lutte contre le travail des enfants: La Première Dame Dominique Ouattara échange avec le DG de Nestlé Côte-d'Ivoire



Madame Dominique Ouattara, Première Dame de Côte d'Ivoire, a reçu en audience Monsieur Mohamed Itani, Directeur Général de Nestlé Côte d'Ivoire, ce mardi 10 septembre 2024, à son Cabinet de Cocody. Accompagné de Madame Mame Pane Sakho, Directrice de la Communication, et de Monsieur Luc Affoli, chef du projet Cocoa Plan, M. Itani a effectué cette visite de courtoisie, 18 mois après avoir pris ses fonctions à la tête de la multinationale en Côte d'Ivoire. Au cours de cette rencontre, les échanges ont porté principalement sur la lutte contre le travail des enfants dans la cacao-culture, un fléau contre lequel la Côte d'Ivoire est engagée depuis de nombreuses années. La Première Dame, en tant que présidente du Comité National de Surveillance (CNS), a salué les efforts de Nestlé dans la mise en œuvre du Cocoa Plan, un projet phare de la société visant à améliorer la traçabilité du cacao et les conditions de travail des agriculteurs, tout en éradiquant le travail des enfants. Monsieur Mohamed Itani a tenu à féliciter Madame Ouattara pour son engagement constant en faveur des enfants et des familles vulnérables à travers la Fondation Children Of Africa. Il a également exprimé la volonté de Nestlé de continuer à collaborer étroitement avec les autorités ivoiriennes pour renforcer les actions visant à protéger les enfants et promouvoir une agriculture plus responsable. Cette audience témoigne une fois de plus de la détermination des acteurs publics et privés à conjuguer leurs efforts pour améliorer les conditions de vie dans les zones rurales, en particulier dans le secteur cacaoyer, pilier de l'économie ivoirienne.



Politique

Bictogo contre Bacongo: Le duel de positionnement de l'après Ouattara se poursuit



Le samedi 07 Septembre dernier, le maire de Yopougon et Président de l'Assemblée Nationale, Adama Bictogo, animait deux meetings pour « remercier les populations de l'avoir porté à la tête de la commune lors des municipales de Septembre 2023 ». On peut tout de suite remarquer que le maire aura attendu quasiment une année pour dire merci aux populations. C'est tout simplement que la véritable raison du meeting était ailleurs. Le discours de Bictogo n'était pas axé sur des remerciements. Il a plutôt exhorté les militants à se mettre dès maintenant « en ordre de bataille pour plébisciter le président Ouattara en 2025 ». Ce message n'est pas nouveau. Ce qui l'est en revanche, c'est le contexte dans lequel il intervient.

L'homme a pris un « coup de vieux », on le sentait sorti d'une grosse épreuve. Il faut se rappeler qu'entre Avril et Juin dernier, sa société SNEDAI, faisait l'objet d'une enquête concernant la concession qui la lie à l'Etat pour la confection des passeports et visas. Ses proches collaborateurs, dont sa fille et ses frères, avaient été longuement auditionnés par le pôle économique et financier du tribunal de première instance d'Abidjan-Plateau. L'enquête visait à déterminer si la part destinée à l'Etat dans le cadre



de la concession avait été intégralement reversée. Pour faire court, le fisc réclamait 4 milliards FCFA à SNEDAI, donc à Adama Bictogo.

Parallèlement, son groupe s'est vu retirer le marché de la confection des cartes de la couverture maladie universelle (CMU). Quant à la concession concernant les passeports et les visas, les négociations prévues pour son renouvellement avaient été annulées, et l'Etat avait lancé un appel d'offres, comme pour signifier que SNEDAI devra se battre à nouveau pour l'obtenir, étant entendu que l'entreprise ne bénéficiera d'aucun traitement de faveur.

En fait, Adama Bictogo était puni pour avoir exprimé des « ambitions présidentielles » dans une interview au média Jeune-Afrique, interview mise en ligne le 16 Avril dernier. A la question de savoir s'il ferait acte de candidature au cas où le président ne se représenterait pas, Adama Bictogo avait répondu que « personne ne peut se projeter tant que le président Ouattara ne s'est pas encore prononcé ». C'est cette phrase qui a lui a valu de frôler une « mise à mort politique », car selon l'entourage présidentiel, elle n'implique pas une « loyauté sans faille » envers le président. Elle laisse entendre qu'il « est prêt à se lancer ». Adama Bictogo était véritablement

dans la tourmente. Son avenir politique se jouait en ce moment. Il fit acte de contrition et rapidement rentra dans les rangs. Le 14 Juillet, il est reçu par le Président Ouattara à qui il réaffirme son entière loyauté. Le président en retour lui assure de sa « pleine confiance et de son soutien dans l'affaire qui le vise ». Puis comme par enchantement, ses ennuis judiciaires prennent fin. Qui pouvait bien être à la manœuvre ? Cissé Bacongo ? Téné Birahima ? Fidèle Sarassoro, le secrétaire général de la présidence ? Tiémoko Meyliet ? Un faisceau d'indices pointe vers le gouverneur Bacongo. C'est l'homme le plus en pointe, celui qui montre le plus de zèle dans ce qui apparaît comme la « pré-campagne ». « Le président Ouattara reste le candidat du parti pour la prochaine présidentielle, les autres peuvent rêver », déclarait-il après l'interview de Bictogo. Après avoir été « pardonné » Bictogo se devait de « montrer du zèle », de traduire sa loyauté en actes concrets. C'est la vraie raison du meeting du Samedi 07 Septembre dernier. « Je vais m'atteler à inscrire chaque nouveau électeur sur la liste électorale et pour cela, je vais rencontrer les jeunes, les femmes, les groupes d'opinion, les groupes socio-professionnels, etc., pour leur prouver que seul Alassane Ouattara est celui qu'il nous faut pour continuer sur la voie du progrès », a-t-il déclaré. Difficile de se montrer plus loyal. Mais Bictogo a aussi réglé ses comptes. Il a martelé qu'« on ne dirige pas un parti en restant dans son bureau », une attaque en règle contre le gouverneur Bacongo, SG du parti. Bictogo a aussi promis « de trouver des solutions pour les populations déguerpies dans la commune ».

Une autre pique envers Bacongo, régulièrement accusé de déguerpier sans proposer de site de recasement. De fait, en tant que « coordinateur principal du parti », Bictogo mène sa propre partition, indépendamment du secrétariat général.

Il faut s'attendre à une intensification de la lutte entre ces deux personnalités, chacun voulant se positionner comme « héritier-successeur » du président Ouattara. Bictogo reste toujours exposé à une réouverture du dossier concernant ses démêlés avec le fisc. Mais va-t-il pour autant laisser le terrain à ses adversaires ? Il semble que non. Cette lutte interne fragilise la formation présidentielle, elle crée des lignes de fracture, elle prépare les conditions de l'implosion, de la scission. Ne serait-il pas tant pour le président Ouattara d'opérer un choix sur un éventuel « héritier » ? Car tant que cela ne sera pas fait, le RHDP restera un véritable nid d'intrigues, avec une cohésion de façade.

Douglas Mountain
oceanpremier4@gmail.com
Le Cercle des Réflexions Libérales



Politique

La nouvelle casse à Abobo pratiquement inaccessible



La nouvelle casse d'Abobo N'dotré se peuple. Elle est de plus en plus animée. Une partie de la dernière vague de ferrailleurs de l'ex-casse d'Abobo Anador y aménage progressivement. Mais un véritable problème demeure parmi tant d'autres. C'est que les principales voies d'accès et les rues de ladite casse sont impraticables. Une situation que déplorent aussi bien les ferrailleurs, les mécaniciens, que les automobilistes qui ont recours à leurs services. La nouvelle casse d'Abobo N'dotré n'est plus ce qu'elle était, il y a environ un an. C'est la réalité qui s'impose à qui l'avait déjà vu antérieurement et qui la visite à nouveau aujourd'hui, comme nous l'avons fait le jeudi 29 août 2024, après un premier passage effectué en avril 2023. De nombreux ferrailleurs s'y sont installés. Une grande partie des magasins sont occupés. La principale rue est animée par les allées et venues des ferrailleurs, des véhicules et autres passants.

Certains des ferrailleurs ne disposant pas de moyens financiers pour se prendre un magasin exposent leur ferraille à même le sol dans la rue. D'autres récemment arrivés sont occupés à aménager leur magasin pour s'y installer. Parmi eux, il y a Doumbia. Il fait partie de la vague des ferrailleurs qui ont été délogés il y a peu de l'ex casse d'Abobo Anador, pour s'installer à N'dotré. A quelques mètres de son magasin, un autre était assis devant le sien. « Je ne peux rien dire pour le moment sur les réalités de cette casse. Puisque je suis arrivé il y a à peine une semaine », fait savoir ce dernier.

De l'autre côté, nous avons trouvé un groupe d'environ cinq ferrailleurs assis devant un magasin. « Cela fait aujourd'hui dix jours que nous nous sommes installés dans cette casse », explique le plus âgé. Ils se sont associés pour prendre ce magasin. Chacun d'eux y vend sa marchandise. Ils attendent patiemment les clients. « C'est vrai qu'il y a progressivement de l'affluence. Mais franchement ça n'a pas encore démarré comme il faut. Des ferrailleurs sont encore

en train de s'installer. Ils n'ont pas encore pour certains fait venir toutes leurs marchandises », fait remarquer Ouattara Kinondia, président de l'Association des Jeunes Ferrailleurs de Côte d'Ivoire (AJFCI). Il est l'un des anciens de cette casse de N'dotré. Il fait partie des premières vagues de ferrailleurs qui ont accepté de s'y installer en 2015.

Des voies impraticables aménagées par les ferrailleurs

Nous avons décidé de parcourir la casse à pied pour mieux cerner les réalités. Et dès les premiers pas, nous constatons que la seule voie d'accès par voiture n'est pas bitumée et porte par endroits des fossés qui finissent par se remplir d'eaux usées et de ruissellement. Au fur et à mesure que nous avançons à l'intérieur nous constatons que l'état de dégradation des voies est encore plus important. La seule artère principale est devenue étroite et boueuse avec des flaques d'eau à certains endroits. Les quelques véhicules qui s'y aventurent ont du mal à passer. La plupart garent dans un parking improvisé à l'entrée de la casse. Ce qui n'est pas fait pour rendre la tâche facile aux ferrailleurs

En attendant donc que les autorités compétentes interviennent, ils mettent la main à la pâte pour tenter de remettre cette voie en bon état. « On cotise très souvent de l'argent afin d'acheminer des gravats pour remblayer les rues », confie Ouattara Kinondia. Il affirme que lui et ses collègues ont beaucoup discuté de ce problème de voirie avec les autorités municipales. « Mais Mme le maire de la commune d'Abobo, Kandia Camara a avoué qu'elle n'a pas le pouvoir de bitumer les rues de la casse. Elle peut par contre envoyer des machines pour gratter », confie le président de l'AJFCI. Mais jusqu'à présent, la situation n'a pas changé et ne fait qu'empirer.

A la casse, il y a aussi un espace réservé aux mécaniciens autos. Ces derniers connaissent les mêmes problèmes de voirie. Les rues permettant d'aller vers eux portent de multiples crevasses les rendant difficilement praticables. Quelques-unes sont transformées en dépotoirs d'ordures de tout genre. « Certains mécaniciens ne peuvent plus travailler parce que la voie d'accès à leur garage est impraticable », indique l'un d'eux. Ils sont obligés de travailler hors de leur garage.

Contrairement au ferrailleurs, les mécaniciens se sont installés à leur propre frais. « Il n'y a pas eu de promoteur. C'est nous mêmes qui avons construit nos hangars », confie Lamine. Pas de véritables routes d'accès, les mécaniciens sont livrés à eux-mêmes. « Quand il n'y a pas de voies, les clients se plaignent. A cause de l'état de la route, d'autres ne viennent pas. On est obligé de faire le dépannage sur place, là où ils ont garé leur véhicule », explique Traoré Alasane, un représentant du secrétaire général des garagistes. Pour remédier à la situation, ils ont dû par eux-mêmes créer des voies praticables.

Quelques clients avec qui nous avons échangé ont également évoqué ce problème de voirie. Ils préfèrent ne pas emprunter ces différentes routes d'accès afin d'éviter d'endommager d'avantage leur véhicule. « J'ai le contact de mon mécanicien. Je l'appelle et il me rejoint à l'entrée de la casse. C'est mieux ainsi », explique un homme qui venait tout juste de stationner sa voiture.

Des ferrailleurs tardent à s'installer

C'est après le déguerpissement de la casse d'Adjamé, en 2014, que cette casse d'Abobo N'dotré a été construite en vue de recaser les ferrailleurs. Certains ont accepté de s'y installer. D'autres ont choisi de s'installer dans des magasins ailleurs, notamment à Abobo Anador en bordure de l'autoroute qui dessert la commune. Selon eux, la nouvelle casse est très éloignée. Et les magasins sont de petites dimensions. Mais ils ont fini par rendre Anador insalubre. Les autorités municipales ont alors décidé de les déloger de force, afin qu'ils rejoignent leurs collègues à la casse de N'dotré. Ainsi, après plusieurs tentatives, elles ont finalement réussi à les forcer à quitter leurs magasins le 21 août 2024.

A l'issue de cette opération qui marquait la fermeture définitive de la casse d'Abobo Anador, certains ont commencé progressivement à s'installer à la nouvelle casse d'Abobo N'dotré. Cependant, d'autres ferrailleurs traînent encore les pieds. On peut voir des magasins encore fermés. Pourtant, confirme le président de l'AJFCI, tous ces magasins sont occupés. Leurs propriétaires refusent de s'installer et ont choisi de se trouver des magasins dans d'autres quartiers. Pour Touré Adama, un des premiers ferrailleurs installés dans la nouvelle casse, les raisons évoquées par ceux qui refusent de venir les rejoindre ne sont pas valables. Il suffit de s'installer et avec le temps, les clients reviennent. Le véritable problème c'est le manque de voies praticables.

Karamoko Diomandé
Source: Lebanco.net

